

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor de jacht;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2005 houdende regeling van het gebruik van vuurwapens en van hun munitie met het oog op het uitoefenen van de jacht, alsook met sommige jachtprocédés of -technieken, worden de woorden "3,5 mm" vervangen door de woorden "5 mm".

Art. 2. In artikel 4, eerste lid, 1°, van hetzelfde besluit, worden de woorden "4 mm" vervangen door de woorden "5mm".

Art. 3. Artikel 3, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt opgeheven.

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel *5bis* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. *5bis*. Het schieten met een jachtgeweer met metalen korreelpatronen die een loodconcentratie bevatten, uitgedrukt als metaal, gelijk aan of groter dan één procent van het gewicht, en deze te dragen tijdens een jacht of de vernietiging, zijn verboden in en binnen 100 meter van waterrijke gebieden.

Onder waterrijke gebieden, wordt verstaan gebieden met moerassen, vennen, veen- of plasgebieden, natuurlijk of kunstmatig, blijvend of tijdelijk, met stilstaand of stromend water. Elk gebied dat losgekoppeld is van een waterrijk gebied en bij wijze van uitzondering onder water staat door hevige regenval, wordt niet beschouwd als een waterrijk gebied."

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan, met uitzondering van de artikelen 1 en 2 van dit besluit, die in werking treden op een door de Minister bepaalde datum.

Art. 6. De Minister bevoegd voor de jacht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 mei 2024.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/204796]

6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé: « I.D.E.S.S. »

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé: « I.D.E.S.S. », l'article 2, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2016, l'article 4, l'article 5, modifié par le décret du 20 novembre 2008, l'article 6, l'article 7, l'article 8, modifié par le décret du 20 novembre 2008, l'article 12, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, l'article 12 bis, inséré par le décret du 27 octobre 2011, l'article 13, modifié en dernier lieu par le décret du 10 juin 2021, l'article 14, l'article 15, l'article 16, l'article 17 et l'article 20 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon, du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé

" I.D.E.S.S. ";

Vu le rapport du 1^{er} septembre 2023 établi en application de l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 septembre 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 octobre 2023;

Vu l'avis de Wallonie Finances Expertises, donné le 18 septembre 2023;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'Économie sociale, donnée le 30 novembre 2023;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 26 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État, sous le numéro 76.288/4;

Vu la décision de la section de législation du 29 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 20 novembre 2023;

Considérant l'avis de la Fédération des CPAS, donnée le 21 novembre 2023;

Considérant que les subventions visées par le présent arrêté sont calculées sur base de la croissance de l'indice santé depuis 2015 limité par la croissance du budget IDESS de 2015 à 2023;

Considérant que le texte vise une indexation des subventions au profit des I.D.E.S.S. agréés;

Considérant qu'il s'agit du seul dispositif, institué par le décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale en Wallonie, qui ne bénéficie pas de l'indexation automatique ni d'une base réglementée;

Considérant que la non-rétroactivité des arrêtés est de règle, qu'elle peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative et qu'en l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité peut être admise uniquement à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels;

Considérant qu'il y a lieu de faire rétroagir une partie du présent arrêté à la date du 1^{er} janvier 2023;

Sur la proposition de la Ministre de l'Économie sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : " I.D.E.S.S. ", modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 6^o est remplacé par ce qui suit :

« 6^o « le Ministre » : le Ministre qui a l'Économie sociale dans ses attributions »;

2^o le 7^o est remplacé par ce qui suit :

« 7^o « l'Administration » : la direction de l'Économie sociale, du département du Développement économique du Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche »;

3^o le 8^o est remplacé par ce qui suit :

« 8^o « la Commission » : la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale telle que visée à l'article 1^{er}, 7^o, du décret. »;

4^o le 10^o est remplacé par ce qui suit :

« 10^o aménagement et entretien des espaces verts » : les travaux d'aménagement et entretien des espaces verts de minime importance tels que :

a) la tonte de pelouses;

b) la taille des haies;

c) le désherbage des abords de l'habitation et des cours;

d) le bêchage des jardins et des potagers;

e) le façonnage de bois de chauffage;

f) le ramassage et l'évacuation des déchets ou des feuilles et branchages;

g) le nettoyage des tombes;

h) le déneigement et le désherbage des trottoirs; »;

5^o au 11^o, les mots « l'article 3, § 1^{er}, 3^o et 4^o » sont remplacés par les mots « l'article 3, § 1^{er}, 3^o à 7^o »;

6^o au 12^o, les mots « l'article 3, § 1^{er}, 3^o et 4^o » sont remplacés par les mots « l'article 3, § 1^{er}, 3^o à 7^o »;

7^o au 13^o les mots « l'article 3, § 1^{er}, 3^o et 4^o, du décret » sont remplacés par les mots « l'article 3, § 1^{er}, 3^o à 7^o ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « doit adopter la forme d'une société à finalité sociale telle que visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, b), du décret » sont remplacés par les mots « adopte la forme d'une société agréée en tant qu'entreprise sociale visée à l'article 8: 5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations. »;

b) les mots « Dans ce cas, elle doit être enregistrée auprès du Service public fédéral Finances conformément aux articles 400 à 408 du Code des Impôts sur les revenus. » sont abrogés;

2^o à l'alinéa 3, les mots « doit adopter la forme d'une société à finalité sociale telle que visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, b), du décret » sont remplacés par les mots « adopte la forme d'une société agréée en tant qu'entreprise sociale visée à l'article 8: 5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations. »;

3^o à l'alinéa 6, les mots « doit adopter la forme d'une société à finalité sociale telle que visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, b), du décret » sont remplacés par les mots « adopte la forme d'une société agréée en tant qu'entreprise sociale visée à l'article 8: 5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations. ».

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 6^o, a), les mots « L'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées » sont remplacés par les mots « L'Agence wallonne pour une vie de qualité »;

b) au 7^o, les mots « famille monoparentale qui ne dépassent pas un revenu de euro 1.740,15 brut par mois » sont remplacés par les mots « famille monoparentale qui ne dépassent pas les revenus déterminés en vertu de l'article 12, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales »;

2^o au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « fixé entre 12,10 euros minimum et 18,15 euros » sont remplacés par les mots « fixé entre 13,8 euros minimum et 20,82 euros »;

3^o au paragraphe 3, alinéa 3, les mots « fixé à 12,10 euros » sont remplacés par les mots « fixé à 13,87 euros »;

4^o au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « fixé entre 12,10 euros minimum et 18,15 euros » sont remplacés par les mots « fixé entre 13,87 euros minimum et 20,82 euros »;

5^o au paragraphe 5, alinéa 2, les mots « fixé à 12,10 euros » sont remplacés par les mots « fixé à 13,87 euros »;

6^o au paragraphe 7, alinéa 2, les mots « fixé à 8,47 euros » sont remplacés par les mots « fixé à 9,71 euros »;

7^o au paragraphe 9, les mots « fixé entre 8,47 euros minimum et 18,15 euros » sont remplacés par les mots « fixé entre 9,71 euros minimum et 20,82 euros »;

8^o au paragraphe 9 bis, les mots « Code wallon du Logement et de l'Habitat » sont remplacés par les mots « Code wallon de l'habitation durable »;

9° au paragraphe 11, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « cinquième et sixième mois » sont à chaque fois remplacés par les mots « mois de septembre et octobre »;

b) le paragraphe est complété par ce qui suit :

« Les tarifs indiqués dans les paragraphes susvisés sont ceux indexés au 1^{er} janvier 2023. »;

10° au paragraphe 12, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, a), c) et d), du décret » sont remplacés par les mots « l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret »;

b) les mots « l'article 3, § 1^{er}, 3° et 4° » sont remplacés par les mots « l'article 3, § 1^{er}, 3° à 7° »;

c) il est complété par les mots « sur base annuelle ».

Art. 4. L'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « après avis du Commissariat Easi-Wal » sont remplacés par « après avis de la Commission »;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, le 10° est abrogé;

b) à l'alinéa 4, les mots « ou de la Commission consultative du DIISP » sont abrogés.

Art. 5. Dans le chapitre III du même arrêté, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. L'I.D.E.S.S. qui souhaite ajouter ou retirer à son agrément une activité visée à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret en fait la demande auprès de l'Administration.

L'Administration détermine le modèle de formulaire demande.

La procédure d'extension ou de diminution des activités de l'I.D.E.S.S. est régie selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 4.

L'extension ou la diminution d'activité entre en vigueur le 1^{er} janvier de l'année suivant l'introduction de la demande lorsque celle-ci a eu lieu au plus tard le 31 août. Dans le cas contraire, elle entre en vigueur le 1^{er} janvier de l'année d'après. ».

Art. 6. L'article 6 du même arrêté est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. En cas de décision de retrait de son agrément en qualité d'I.D.E.S.S., la demanderesse n'introduit pas de nouvelle demande d'agrément ou d'un renouvellement de celui-ci dans les trois ans qui suivent cette décision de retrait ni directement ni par l'interposition d'un dirigeant de l'entreprise.

En cas de décision de suspension de son agrément en qualité d'I.D.E.S.S., la demanderesse n'introduit pas de nouvelle demande d'agrément ou de renouvellement pendant la durée de la suspension sauf si dans le cadre d'un renouvellement d'agrément l'échéance de celui-ci intervient pendant la période de suspension. ».

Art. 7. Dans le même arrêté, le chapitre V, comprenant les articles 8, 9 et 10, est abrogé.

Art. 8. A l'article 11 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « une subvention annuelle de 1.000 euros » sont remplacés par les mots « une subvention annuelle de 1.105 euros »;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) dans la phrase liminaire, les mots « 11.000 » sont remplacés par les mots « 12.157 »;

(2) au 3° le mot « précédemment » est remplacé par les mots « dans les quatre dernières années. »;

c) à l'alinéa 3, les mots « subvention annuelle de 13.000 euros » sont remplacés par les mots « subvention annuelle de 14.368 euros »;

d) à l'alinéa 4, les mots « d'un montant de 1.000 euros » sont remplacés par les mots « d'un montant de 1.105 euros »;

e) l'alinéa 6 est abrogé;

2° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 9. A l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « à l'article 11, § 1^{er}, » sont remplacés par les mots « dans le présent chapitre »;

2° les mots « la loi du 16 mai 2003 » sont remplacés par les mots « la loi du 16 mai 2003 »;

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les subventions sont liquidées en plusieurs tranches, la première pouvant constituer une avance. ».

Art. 10. Dans le même arrêté, il est inséré un article 12/1 rédigé comme suit :

« Art. 12/1. § 1^{er}. Dans la limite des moyens budgétaires disponibles, le montant de la subvention annuelle d'encadrement visée à l'article 13 du décret est déterminé sur base du nombre de travailleurs exprimé en équivalent temps plein, en abrégé ETP.

Le barème de la subvention annuelle d'encadrement est le suivant, lorsque l'I.D.E.S.S. occupe :

1° deux ETP, 18.768 euros pour l'occupation d'un employé d'encadrement à mi-temps;

2° trois ETP, 32.496 euros pour l'occupation d'un employé d'encadrement à temps plein;

3° cinq ETP, 50.364 euros pour l'occupation d'un-et-demi employés d'encadrement à temps plein;

- 4° huit ETP, 64.990 euros pour l'occupation de deux employés d'encadrement à temps plein;
- 5° dix ETP, 82.860 euros pour l'occupation de deux-et-demi employés d'encadrement à temps plein;
- 6° treize ETP, 97.487 euros pour l'occupation de trois employés d'encadrement à temps plein;
- 7° quinze ETP, 112.114,81 euros pour l'occupation de trois-et-demi employés d'encadrement à temps plein.

Lorsque l'I.D.E.S.S. bénéficie de la subvention visée à l'article 12bis du décret, le montant de la subvention d'encadrement est réduit de 4.904 euros par demi ETP pour lequel la subvention d'encadrement est octroyée.

Par dérogation à l'alinéa 2, l'I.D.E.S.S. qui bénéficiait, avant le 1^{er} janvier 2022, dans le cadre de son agrément en tant qu'I.D.E.S.S., d'une subvention en vertu du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement, le montant de la subvention visé à l'alinéa 2 est réduit du montant dont l'employeur bénéficie en vertu du décret du 10 juin 2021 précité.

§ 2. L'I.D.E.S.S. introduit la demande de subvention d'encadrement, chaque année au mois de mai, auprès de l'Administration via le formulaire visé à l'article 5/1, alinéa 2.

Elle y joint une copie des contrats de travail des employés d'encadrement.

§ 3. Pour déterminer le montant de l'avance de la subvention d'encadrement, le nombre d'ETP mentionné au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est calculé en se basant sur l'année précédant la demande de subvention.

Pour déterminer le montant de la dernière tranche de la subvention d'encadrement, l'Administration ajuste, pour l'année en question, le nombre d'ETP mentionné à l'alinéa 1^{er}, sur base :

- 1° du nombre réel d'ETP occupés dans l'I.D.E.S.S.;
- 2° de toute extension d'activités prévue à l'article 5/1.

§ 4. Pour l'application du présent article, on entend par « employé d'encadrement », la personne occupée par l'I.D.E.S.S. dans le cadre d'un contrat de travail et qui remplit au moins une des conditions suivantes :

1° être accompagnateur social qui remplit les conditions énoncées à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2017 portant exécution du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion;

2° être personnel d'encadrement technique, c'est-à-dire qui exerce une fonction qui implique la supervision ou la coordination des travailleurs.

Le Ministre peut préciser, après avis de la Commission la liste des fonctions admises et, le cas échéant, les conditions d'engagement qui y sont afférentes. ».

Art. 11. Dans le même arrêté, il est inséré un article 12/2 rédigé comme suit :

« Art. 12/2. Les montants visés à l'article 11, § 1^{er}, et à l'article 12/1, § 1^{er}, alinéa 2, peuvent être indexés chaque année, à partir de l'année 2023, selon les modalités déterminées en vertu du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires. ».

Art. 12. À l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'effectif de référence, tel que visé à l'article 15 du décret, est calculé une seule fois à la veille de l'agrément à la structure comme I.D.E.S.S. En cas de nouvelle demande d'agrément à la suite d'un retrait d'agrément ou d'un dépassement du délai pour introduire une demande de renouvellement d'agrément, cet effectif est calculé à la veille du nouvel agrément. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Tous les travailleurs occupés dans l'entreprise sont repris dans cet effectif de référence, quel que soit leur statut. »;

3° à l'alinéa 3, les mots « et pour une période d'un an maximum » sont abrogés.

Art. 13. Dans le chapitre VI du même arrêté, il est inséré un article 13/1 rédigé comme suit :

« Art.13/1. Le montant total des subventions octroyées en vertu du présent chapitre n'excède pas ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts nets occasionnés par l'exécution des obligations visées à l'article 3, alinéa 5, du décret. Le coût net est calculé sur la base de la différence entre les coûts liés aux obligations visées à l'article 3, alinéa 5, du décret et les recettes liées à cette même obligation, à savoir le chiffre d'affaires de l'I.D.E.S.S. ainsi que les éventuelles autres recettes reçues pour l'exécution des obligations visées à l'article 3, alinéa 5, du décret.

Toutefois, l'I.D.E.S.S. peut réaliser un bénéfice raisonnable correspondant à six pour cent du chiffre d'affaires des activités visées à l'article 3, alinéa 5, du décret, sans préjudice des subventions octroyées en vertu du présent chapitre. Le Ministre peut, selon les critères et les modalités qu'il définit, autoriser un bénéfice raisonnable supplémentaire sans pour autant dépasser les limites visées à l'article 5 de la décision.

L'I.D.E.S.S. justifie les coûts visés à l'alinéa 1^{er} et le chiffre d'affaires visé à l'alinéa 2 auprès de l'Administration. Lors du calcul du solde de la subvention, l'Administration vérifie le respect des règles visées aux alinéas 1^{er} et 2. L'Administration récupère les montants excédentaires auprès de l'I.D.E.S.S., le cas échéant, par compensation sur les prochains versements de subvention. ».

Art. 14. Dans le chapitre VI du même arrêté, il est inséré un article 13/2, rédigé comme suit :

« Art. 13/2. Le Ministre détermine les modalités de calcul visées à l'article 16, alinéa 2 du décret. ».

Art. 15. A l'article 14, alinéa 2, du même arrêté, les mots « Conseil économique et social de la Région wallonne » sont remplacés par les mots « Conseil économique, social et environnemental de Wallonie »;

Art. 16. L'article 15 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art.15. L'I.D.E.S.S. remet à l'Administration les pièces justificatives permettant le calcul des subventions au plus tard le 31 mai suivant l'année concernée. Passé ce délai, la structure rembourse l'avance perçue, et ne bénéficie pas du solde de la subvention. Toutefois, sur demande motivée de l'I.D.E.S.S., l'Administration peut accorder un délai supplémentaire jusqu'au 31 juillet. ».

Art. 17. L'article 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. Le Ministre qui a l'Économie sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. ».

Art. 18. Les articles 3, 8, 10, § 1^{er} à 3, et les articles 12 à 14 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 19. Pour l'année 2024, l'I.D.E.S.S. introduit au plus tard le 30 septembre 2024 la demande de subvention d'encadrement annuelle d'encadrement visée à l'article 13 du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale", en abrégé : "I.D.E.S.S."

Art. 20. Le Ministre qui a l'Économie sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 juin 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/204796]

6 JUNI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort: "I.D.E.S.S."

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort : "I.D.E.S.S.", artikel 2, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, artikel 4, artikel 5, gewijzigd bij het decreet van 20 november 2008, artikel 6, artikel 7, artikel 8, gewijzigd bij het decreet van 20 november 2008, artikel 12, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, artikel 12 bis, ingevoegd bij het decreet van 27 oktober 2011, artikel 13, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 10 juni 2021, artikel 14, artikel 15, artikel 16, artikel 17 en artikel 20;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort :

"I.D.E.S.S.";

Gelet op het rapport van 1 september 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 september 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 25 oktober 2023;

Gelet op het advies van "Wallonie Finances Expertises", uitgebracht op 18 september 2023;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'Économie sociale" (Waalse raad voor sociale economie), gegeven op 30 november 2023;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 26 april 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 76.288/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 29 april 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 20 november 2023;

Gelet op het advies van de "Fédération des CPAS" (Federatie van de Ocmw's), gegeven op 21 november 2023;

Overwegende dat de in dit besluit bedoelde subsidies worden berekend op basis van de groei van de gezondheidsindex sinds 2015, beperkt door de groei van het IDESS-budget van 2015 tot 2023;

Overwegende dat de tekst tot doel heeft subsidies te indexeren ten gunste van de erkende "I.D.E.S.S.";

Overwegende dat dit de enige regeling is, ingesteld door het decreet van 20 november 2008 over de sociale economie in Wallonië, die geen automatische indexering of een gereguleerde basis heeft;

Overwegende dat de niet-terugwerkende kracht van besluiten de regel is maar dat de terugwerkende kracht gerechtvaardigd kan zijn als dit door een wettelijke bepaling wordt toegestaan, en dat bij het ontbreken van een wettelijke machtiging terugwerkende kracht slechts bij uitzondering kan worden toegestaan als dit noodzakelijk is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regeling van een feitelijke of juridische situatie, en op voorwaarde dat de eisen van rechtszekerheid en individuele rechten worden gerespecteerd;

Overwegende dat een deel van dit besluit terugwerkende kracht op 1 januari 2023 moet krijgen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort: "I.D.E.S.S. ", gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 6° wordt vervangen door wat volgt:

"6° "Minister": de Minister van Sociale Economie";

2° punt 7° wordt vervangen als volgt:

"7° "Administratie": de Directie Sociale economie van het Departement economische ontwikkeling van de Waalse Overheidsdienst Economie, Werk en Onderzoek";

3° punt 8° wordt vervangen door wat volgt:

"8° "Commissie": de advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven bedoeld in artikel 1, 7°, van het decreet;";

4° punt 10° wordt vervangen door wat volgt:

"10° "aanleg en onderhoud van groene ruimtes": de werken betreffende de aanleg en het onderhoud van kleine groene ruimtes zoals:

a) het maaien van grasperken;

b) het snoeien van hagen;

c) de onkruidbestrijding rondom woningen en binnenplaatsen;

d) het ompspitten van tuinen en moestuinen;

e) het kappen van brandhout;

f) het opruimen en afvoeren van afval en/of bladeren en takken;

g) het schoonmaken van de grafzerken;

h) het sneeuwruimen en het wieden van onkruid op de voetpaden;";

5° in 11° worden de woorden "artikel 3, § 1^{er}, 3° en 4°" vervangen door de woorden "artikel 3, § 1, 3° tot en met 7°";

6° in 12° worden de woorden "artikel 3, § 1^{er}, 3° en 4°" vervangen door de woorden "artikel 3, § 1, 3° tot en met 7°";

7° in 13° worden de woorden "artikel 3, § 1, 3° en 4°, van het decreet" vervangen door de woorden "artikel 3, § 1, 3° tot en met 7°".

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "neemt de vorm aan van een vennootschap met een maatschappelijk doel zoals bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1°, b), van het decreet" worden vervangen door de woorden "neemt de vorm aan van een vennootschap die erkend is als sociale onderneming zoals bedoeld in artikel 8: 5, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. ";

Art. 3. de woorden "In dat geval wordt ze bij Federale Overheidsdienst Financiën geregistreerd overeenkomstig de artikelen 400 tot 408 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen " worden opgeheven;

2° in het derde lid worden de woorden "neemt de vorm aan van een vennootschap met een maatschappelijk doel zoals bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1°, b), van het decreet" vervangen door de woorden "neemt de vorm aan van een vennootschap die erkend is als sociale onderneming zoals bedoeld in artikel 8: 5, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. ";

3° in het zesde lid worden de woorden "moet de vorm aannemen van een vennootschap met een maatschappelijk doel zoals bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1°, b), van het decreet" vervangen door de woorden "neemt de vorm aan van een vennootschap die erkend is als sociale onderneming zoals bedoeld in artikel 8: 5, § 1e, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. "

Art. 4. In artikel 3 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 6°, a), worden de woorden ""Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de integratie van Gehandicapte Personen" vervangen door de woorden "Agence wallonne pour une vie de qualité" (Waals Agentschap voor Levenskwaliteit);

b) in 7° worden de woorden "eenoudergezin overeenstemmen, die een bruto-inkomen van hoogstens euro 1 740 per maand hebben en die gewoonlijk kinderbijslag ontvangen" vervangen door de woorden "eenoudergezin die het inkomen bepaald overeenkomstig artikel 12, eerste lid, 1°, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen niet overschrijden";

2° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden "vastgelegd tussen minimum 12,10 en maximum 18,15 euro" vervangen door de woorden "vastgesteld tussen minimum 13,8 euro en 20,82 euro";

3° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden "vastgelegd op maximum 12,10 euro" vervangen door de woorden "vastgelegd op maximum 13,87 euro";

4° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "vastgelegd tussen minimum 12,10 en maximum 18,15 euro" vervangen door de woorden "vastgesteld tussen minimum 13,8 euro en 20,82 euro";

5° in paragraaf 5, tweede lid, worden de woorden "vastgelegd op maximum 12,10 euro" vervangen door de woorden "vastgelegd op maximum 13,87 euro";

6° in paragraaf 7, tweede lid, worden de woorden "vastgelegd op maximum 8,47 euro" vervangen door de woorden "vastgelegd op maximum 9,71 euro";

7° in paragraaf 9 worden de woorden "vastgelegd tussen minimum 8,47 euro en maximum 18,15 euro" vervangen door de woorden "vastgesteld tussen minimum 13,8 euro en maximum 20,82 euro";

8° in paragraaf 9bis worden de woorden "het Waalse Wetboek van Huisvesting en Wonen" vervangen door de woorden "het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen";

9° in paragraaf 11 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "de vijfde en de zesde maand" worden telkens vervangen door de woorden "de maanden september en oktober";

b) de paragraaf wordt aangevuld met wat volgt:

"De in de bovenstaande paragrafen vermelde tarieven zijn de tarieven die zijn geïndexeerd op 1 januari 2023. ";

10° in paragraaf 12 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "artikel 1, eerste lid 1, 1°, a), c), en d), van het decreet" worden vervangen door de woorden "artikel 1, eerste lid 1, van het decreet";

b) de woorden "artikel 3, § 1, 3° en 4°" worden vervangen door de woorden "artikel 3, § 1, 3° tot en met 7°";

c) de woorden "op jaarbasis" worden ingevoegd tussen de woorden "het totaal aantal begunstigden" en het woord "verteenwoordigt".

Art. 5. In artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "na advies van het Commissariaat Easi-Wal" vervangen door "na advies van de Commissie";

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid wordt 10° opgeheven;

b) in lid 4 worden de woorden "of van de Adviescommissie van het "DIISP"" geschrapt.

Art. 6. In Hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 5/1. De "I.D.E.S.S." die een in artikel 2, eerste lid, van het decreet bedoelde activiteit aan haar erkenning wil toevoegen of intrekken, moet een aanvraag indienen bij de Administratie.

De Administratie bepaalt het model voor het aanvraagformulier.

Voor de procedure voor uitbreiding of vermindering van de activiteiten van de "I.D.E.S.S." gelden dezelfde modaliteiten als die bedoeld in artikel 4.

De uitbreiding of vermindering van de activiteit wordt van kracht op 1 januari van het jaar dat volgt op de indiening van de aanvraag, op voorwaarde dat die uiterlijk 31 augustus werd ingediend. Anders treedt ze in werking op 1 januari van het volgende jaar. "

Art. 7. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

"§ 4. In het geval van een beslissing om zijn erkenning als "I.D.E.S.S." in te trekken, mag de aanvrager binnen drie jaar na deze intrekkingbeslissing geen nieuwe aanvraag voor een erkenning of een uitbreiding van de erkenning rechtstreeks of via een leidinggevende werknemer van het bedrijf indienen.

In het geval van een beslissing om zijn erkenning als "I.D.E.S.S." te schorsen, mag de aanvrager geen nieuwe aanvraag voor erkenning of verlenging indienen tijdens de schorsingsperiode, tenzij, in het geval van een verlenging van een erkenning, de erkenning afloopt tijdens de schorsingsperiode. "

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt Hoofdstuk V, dat de artikelen 8, 9 en 10 omvat, opgeheven.

Art. 9. In artikel 11 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden "een jaarlijkse subsidie van 1.000 euro" vervangen door de woorden "een jaarlijkse subsidie van 1.105 euro";

b) in lid 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) in de inleidende zin worden de woorden "11.000" vervangen door de woorden "12.157";

(2) in 3° worden de woorden "nog niet tevoren is ontvangen" vervangen door de woorden "de afgelopen 4 jaar nog niet is ontvangen. ";

c) in lid 3 worden de woorden "een jaarlijkse subsidie van 13.000 euro" vervangen door de woorden "een jaarlijkse subsidie van 14.368 euro;

d) in het vierde lid worden de woorden "van 1.000 euro" vervangen door de woorden "van 1.105 euro";

e) het zesde lid wordt opgeheven;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "in artikel 11, § 1" worden vervangen door de woorden "in dit hoofdstuk";

2° in de Franse versie worden de woorden "la loi du 16 mai 2003" vervangen door de woorden "la loi du 16 mai 2003";

3° het artikel wordt aangevuld met volgend lid:

"De subsidies worden betaald in verschillende schijven, waarvan de eerste een voorschot kan zijn. "

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt een artikel 12/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 12/1. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen wordt het bedrag van de in artikel 13 van het decreet bedoelde jaarlijkse begeleidingssubsidie vastgesteld op basis van het aantal werknemers uitgedrukt in voltijds equivalenten (VTE).

De schaal voor de jaarlijkse begeleidingssubsidie is als volgt, wanneer de "I.D.E.S.S.":

- 1° twee voltijds equivalenten in dienst neemt, 18.768 euro voor een halftijds leidinggevend werknemer;
- 2° drie voltijds equivalenten in dienst neemt, 32.496 euro voor een voltijds leidinggevend werknemer;
- 3° vijf voltijds equivalenten in dienst neemt, 50.364 euro voor anderhalf voltijds leidinggevend werknemer;
- 4° acht voltijds equivalenten in dienst neemt, 64.990 euro voor twee voltijds leidinggevend werknemers;
- 5° tien voltijds equivalenten in dienst neemt, 82.860 euro voor tweeënhalf voltijds leidinggevend werknemers;
- 6° dertien voltijds equivalenten in dienst neemt, 97.487 euro voor drie voltijds leidinggevend werknemers;
- 7° vijftien voltijds equivalenten in dienst neemt, 112.114,81 euro voor drieënhalfvoltijds leidinggevend werknemers.

Wanneer de "I.D.E.S.S." de subsidie bedoeld in artikel 12bis van het decreet geniet, wordt het bedrag van de begeleidingssubsidie verminderd met 4.904 euro per halve VTE waarvoor de begeleidingssubsidie wordt toegekend.

In afwijking van paragraaf 2 kan een "I.D.E.S.S." die, vóór 1 januari 2022, in het kader van haar erkenning als "I.D.E.S.S.", een subsidie ontving krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs, wordt het in lid 2 bedoelde bedrag van de subsidie verminderd met het bedrag waarvan de werkgever geniet krachtens voormeld decreet van 10 juni 2021.

§ 2. Elk jaar in mei dient de "I.D.E.S.S." een aanvraag voor een begeleidingssubsidie in bij de Administratie met behulp van het formulier bedoeld in artikel 5/1, lid 2.

Een kopie van de arbeidsovereenkomsten van de leidinggevende werknemers is bijgevoegd.

§ 3. Voor de bepaling van het bedrag van het voorschot op de begeleidingssubsidie wordt het aantal voltijds equivalenten, bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, berekend op basis van het jaar voorafgaand aan de subsidieaanvraag.

Om het bedrag van de laatste schijf van de begeleidingssubsidie te bepalen, past de Administratie voor het betrokken jaar het in lid 1 bedoelde aantal voltijds equivalenten aan op basis van :

- 1° het werkelijke aantal VTE tewerkgesteld in de "I.D.E.S.S.";
- 2° elke uitbreiding van activiteiten als bedoeld in artikel 5/1.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder "leidinggevend werknemer" verstaan een persoon die in dienst is van de "I.D.E.S.S." op basis van een arbeidsovereenkomst en die aan ten minste een van de volgende voorwaarden voldoet:

1° een maatschappelijk werker zijn die voldoet aan de voorwaarden van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven;

2° technisch toezichthoudend personeel zijn, namelijk een functie uitoefenen die het toezicht op of de coördinatie van werknemers inhoudt.

De Minister kan, na overleg met de Commissie, de lijst van in aanmerking komende functies en, indien van toepassing, de daarmee verband houdende arbeidsvoorwaarden vaststellen. "

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt een artikel 12/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 12/2. De bedragen bedoeld in artikel 11, § 1, en in artikel 12/1, § 1, tweede lid, kunnen elk jaar vanaf 2023 geïndexeerd worden volgens de modaliteiten bepaald krachtens het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting "APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften.

Art. 12. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt :

"Het referentiebestand, zoals bedoeld in artikel 15 van het decreet, wordt slechts één keer berekend, op de dag voordat de structuur wordt erkend als "I.D.E.S.S.". In het geval van een nieuwe erkenningsaanvraag na intrekking van de erkenning of nadat de termijn voor het indienen van een aanvraag voor verlenging van de erkenning is verstreken, wordt het aantal werknemers berekend op de dag voordat de nieuwe erkenning wordt verleend.";

2° het tweede lid wordt vervangen door wat volgt:

"Alle werknemers die voor het bedrijf werken, maken deel uit van dit referentiebestand, ongeacht hun statuut.";

3° in het derde lid worden de woorden "voor een periode van één jaar" opgeheven.

Art. 13. In hoofdstuk VI van hetzelfde besluit wordt een artikel 13/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art.13/1. Het totale bedrag van de subsidies die uit hoofde van dit hoofdstuk worden verleend, mag niet hoger zijn dan wat nodig is om de nettokosten te dekken die zijn gemaakt om te voldoen aan de verplichtingen bedoeld in artikel 3, lid 5, van het decreet. De nettokosten worden berekend op basis van het verschil tussen de kosten in verband met de verplichtingen bedoeld in artikel 3, lid 5, van het decreet en de inkomsten in verband met diezelfde verplichtingen, namelijk de omzet van de "I.D.E.S.S." en alle andere inkomsten die worden ontvangen voor de uitvoering van de verplichtingen bedoeld in artikel 3, lid 5, van het decreet.

De "I.D.E.S.S." mag echter een redelijke winst maken die overeenkomt met zes procent van de omzet uit de in artikel 3, lid 5, van het decreet genoemde activiteiten, onverminderd de subsidies die op grond van dit hoofdstuk worden verleend. De Minister kan, overeenkomstig de criteria en modaliteiten die hij vaststelt, een aanvullende redelijke winst toestaan zonder de in artikel 5 van de beslissing bedoelde limieten te overschrijden.

De "I.D.E.S.S." verantwoordt de in lid 1 bedoelde kosten en de in lid 2 bedoelde omzet aan de Administratie. Bij de berekening van het saldo van de subsidie gaat de Administratie na of de in de leden 1 en 2 genoemde regels zijn nageleefd. De Administratie vordert overtollige bedragen terug van de "I.D.E.S.S." door ze indien nodig te verrekenen met de volgende subsidiebetalingen. "

Art. 14. In hoofdstuk VI van hetzelfde besluit wordt een artikel 13/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 13/2. De Minister bepaalt de berekeningsmodaliteiten bedoeld in artikel 16, tweede lid, van het decreet. "

Art. 15. In artikel 14, tweede lid van hetzelfde besluit worden de woorden "Conseil économique et social de la Région wallonne" telkens vervangen door de woorden "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië).

Art. 16. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art.15. De "I.D.E.S.S." zal de Administratie uiterlijk op 31 mei van het volgende jaar de bewijsstukken verstrekken die nodig zijn om de subsidies te berekenen. Na deze periode moet de structuur het ontvangen voorschot terugbetalen en zal ze het saldo van de subsidie niet ontvangen. Op gemotiveerd verzoek van de "I.D.E.S.S." kan de Administratie echter een verlenging toestaan tot 31 juli. "

Art. 17. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 20. De Minister bevoegd voor Sociale Economie is belast met de uitvoering van dit besluit. "

Art. 18. De artikelen 3, 8, 10, § § 1 tot en met 3 en de artikelen 12 tot en met 14 2 hebben uitwerking op 1 januari 2023.

Art. 19. Voor het jaar 2024 dient de "I.D.E.S.S." ten laatste op 30 september 2024 de aanvraag in voor de jaarlijkse begeleidingssubsidie bedoeld in artikel 13 van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatieven de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort: "I.D.E.S.S."

Art. 20. De Minister bevoegd voor Sociale Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 juni 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/008940]

24 AVRIL 2024. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.17, § 3, alinéa 2, D. 241, D.242, alinéas 1^{er} et 2, D.243, D.249, alinéas 1^{er} et 2, 3^o, et D.251 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2024, l'article 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, modifié par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2024 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 21 mars 2024 ;

Vu le rapport du 27 mars 2024 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 avril 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 19 avril 2024 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de cinq jours, adressée au Conseil d'Etat le 19 avril 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence motivée par la nécessité que les agriculteurs disposent d'un délai suffisant afin de mettre en œuvre les dispositions prévues par le présent arrêté et ce, avant la date limite de soumission de la demande unique, soit le 30 avril 2024 ;